

Royaume du Maroc



**Direction des Études
et des Prévisions financières**

Indicateurs économiques et financiers : positionnement de
l'économie marocaine par rapport à dix pays

Février 1997

Document de travail n° 16

**I ndicateurs économiques et financiers :
Positionnement de l'Economie marocaine
par rapport à 10 pays**

F évrier 1997

Dans le but d'avoir une vision globale de la compétitivité de l'économie marocaine, il nous a semblé nécessaire de ne pas se limiter à analyser la compétitivité à l'exportation, mais à élargir ce concept afin d'appréhender les facteurs qui sont derrière cette variable de résultat.

Cette approche globale ne peut se faire qu'à travers le positionnement de l'économie marocaine par rapport à un échantillon choisi de pays concurrents et partenaires. Dans un contexte de mondialisation de l'économie, les opérateurs économiques privés et publics ne focalisent plus leur attention uniquement sur les indicateurs des finances publiques, mais sur plusieurs indicateurs socio-économiques.

L'objet de la présente note est de positionner le Maroc suivant plusieurs indicateurs et par rapport à un échantillon de pays sur la *moyenne de la période 1989-1994*. Les données exploitées sont celles du FMI « Statistiques Financières Internationales ». Nous avons retenu dix pays : la Tunisie, la Turquie, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Malaisie, la Thaïlande, le Chili et l'Argentine. Quatre groupes d'indicateurs ont été construits pour donner une image macro-économique de chaque pays : les indicateurs de structure économique, socio-économiques, des échanges extérieurs, financiers et monétaires, budgétaires et les indicateurs de vulnérabilité.

1. Indicateurs de structure économique

La croissance du PIB réel au Maroc est de 3.3%. Ce taux demeure assez faible par rapport à la moyenne de l'échantillon. Le Maroc est classé en septième position. Il ne demeure pas loin de ces concurrents habituels comme la Tunisie et la Turquie, mais il est distancé par la Malaisie et la Thaïlande qui réalisent un taux moyen de croissance de 8.8%. Les résultats de 1992, 1993 et 1995 liés à la sécheresse, montrent que l'économie marocaine pourrait enregistrer des taux de croissance plus élevés si elle dépendait moins du secteur de l'agriculture.

Quant au taux d'effort à l'investissement, le Maroc réalise un taux de 22.4%, ce qui le place en septième position. Ce niveau semble inférieur à celui de la Tunisie, de la Turquie, du Portugal et du Chili, et il est largement inférieur aux efforts d'investissements des pays de l'Asie représentés par la Malaisie et la Thaïlande dont le taux moyen est de 37.2%.

Le Maroc devrait augmenter ses efforts d'investissements pour atteindre au moins la moyenne de l'échantillon 25%. Les IDE, qui ne sont pas générateurs de dettes et qui ont fait leur preuve dans les pays de l'Asie, sont importants pour réaliser et augmenter l'investissement au Maroc.

2. Les indicateurs socio-économiques

Concernant la croissance démographique, à l'exception du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne qui connaissent relativement un vieillissement de leurs populations, le Maroc enregistre un taux de croissance de 2.12%. Il vient en cinquième position suivie par la Tunisie, la Turquie et la Malaisie, qui a le taux le plus élevé de l'échantillon.

Quant à la valeur ajoutée totale et à la consommation par habitant évaluées en \$ US, le Maroc est en dernière position. Le PIB et la consommation par habitant sont respectivement de 1092 \$US et 757 \$US. La Tunisie, la Turquie et la Malaisie enregistrent des scores meilleurs.

En excluant l'Italie et l'Espagne, qui ont des niveaux de consommation par habitant importants, il ressort qu'en moyenne, la consommation par habitant de tous les autres pays de l'échantillon, sauf la Thaïlande, est supérieure au revenu par personne au Maroc. Les mesures de politiques économiques, visant à accroître les revenus des agents, devraient s'imposer pour générer et élargir davantage de pouvoirs d'achats.

3. Les indicateurs des échanges avec l'extérieur

Pour les exportations et les importations de biens et services en pourcentage du PIB, le Maroc occupe la huitième et la septième position respectivement avec 17.9% et 26.8%. Il semble en bonne position par rapport à la Turquie, alors que la Tunisie est classée parmi les trois premiers avec la Malaisie et la Thaïlande. La Tunisie réalise un taux d'exportation de 42.3% et un taux d'importation de 47.8%. Quant à la Malaisie, ses efforts d'exportation et d'importation atteignent respectivement 80.8% et 80.2%. Ces niveaux expliquent le degré d'ouverture de chaque économie et l'ampleur de son ancrage à l'économie mondiale.

Concernant les flux nets des échanges de biens et services avec l'extérieur, le Maroc enregistre un taux de déficit élevé de 8.9%, ce qui le place parmi les pays les déficitaires 'après le Portugal et la Grèce. La Turquie est mieux placée que la Tunisie, qui vient en quatrième position après le Maroc.

Ces indicateurs suggèrent pour le Maroc d'améliorer sa position surtout en augmentant ses exportations. Les accords d'association avec FUE, qui ont pris effet à partir du 01.01.1997, devraient constituer une chance pour dynamiser le commerce extérieur marocain.

4. Les indicateurs financiers

Avec 6.2% d'inflation le Maroc occupe une position intermédiaire. Il est mieux placé que la Turquie, l'Argentine, la Grèce et le Portugal. La Tunisie enregistre un taux d'inflation de 5.5%. La Malaisie et la Thaïlande sont au premier rang avec respectivement 3.8% et 4.8%.

En prenant 1990 comme année de base, le taux de change du dirham s'est déprécié de 3.62% à l'égard du \$ US en 1995. Par rapport à cette monnaie, le dinar tunisien s'est déprécié de 7.7%, l'escudos portugais de 6% et le drachme grecque de 46%. Seules les monnaies de la Malaisie et de la Thaïlande ont enregistré une appréciation respectivement de 7.5% et 2.7% par rapport au \$ US.

En excluant la Turquie et l'Argentine, qui sont très inflationnistes et ont des monnaies surévaluées, la rémunération des dépôts au Maroc est moins importante que celle des autres pays de l'échantillon.

En effet, le Maroc vient en septième position avec un taux d'intérêt réel sur les dépôts de 2.3%. Le Chili et la Thaïlande offrent plus de rémunérations afin de drainer l'épargne comme importante source de financement.

5. Les indicateurs budgétaires

Pour les recettes de l'Etat en pourcentage du PIB, qui pourraient traduire vraisemblablement la pression fiscale, le Maroc est classé en quatrième position avec 24.5%. La Tunisie, la Turquie et la Thaïlande avec un taux de près de 18%, ont le taux le moins élevé après l'Argentine qui a un taux de 5.5%. Le Portugal et l'Italie ont les ratios les plus élevés, respectivement 35.1% et 30.7%.

Au Maroc, le niveau des recettes de l'Etat dépasse en moyenne de près de 6.5 points celui de la Tunisie, de la Turquie et de la Thaïlande. Sur la période 1987 -1992, la part des recettes budgétaires concernées par le désarmement tarifaire avec l'UE s'élève en moyenne à 10% pour le Maroc. Il est de 18% et 2.5% respectivement pour la Tunisie et la Turquie. Le démantèlement des tarifs douaniers pourrait s'avérer plus contraignant pour les finances publiques du Maroc et encore plus pour celles de la Tunisie.

En terme de déficit budgétaire rapporté au PIB, le Maroc occupe une position intermédiaire avec 3.3%. Il est mieux placé que la Grèce, la Turquie et le Portugal. La Tunisie semble être en situation de maîtrise du déficit budgétaire avec 2.4%. Seuls le Chili et la Thaïlande réalisent un excédent respectivement de 3% et 1.7%.

6. Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs de vulnérabilité donnent des signaux de crises financières probables suite à des chocs financiers. Deux indicateurs ont été retenus, la croissance des crédits à l'économie sur la croissance du PIB et la croissance du solde du compte courant sur la croissance du PIB.

S'agissant du premier indicateur, au Maroc la vitesse de croissance des crédits à l'économie par rapport à celle du PIB est la plus élevée avec 2.0% après l'Argentine, qui enregistre 2.2%. La Grèce, la Tunisie, la Turquie et le Chili enregistrent un indicateur inférieur à 1. Ces pays sont moins vulnérables à des chocs conjoncturels au niveau des moyens de financement. Il semble que le Maroc connaît une progression des crédits bancaires. Le système bancaire se vulnérabilise, en accordant des crédits importants, qui pourraient constituer un facteur de crise financière d'autant plus que la contrepartie de ces crédits représente des sorties de devises.

Quant au second indicateur, il exprime la variation en terme de besoin structurel de financement. Parmi les pays les moins vulnérables, la Grèce, l'Espagne et le Chili, le Maroc occupe la troisième position avec -0.3% ce qui correspond à une décélération de la variation du déficit du compte courant par rapport à la variation du PIB. Par contre sur la moyenne de la période 1989-1995, cette vitesse s'élève à 1.9% ce qui explique la vulnérabilité de l'économie marocaine en partie aux conditions climatiques.